

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1996-1997

8 JUILLET 1997

Proposition de résolution relative à l'embargo contre Cuba et à la loi Helms-Burton

RAPPORT

FAIT AU NOM
DE LA COMMISSION
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
PAR MME **THIJS**

I. EXPOSÉ INTRODUCTIF DE L'AUTEUR DE LA RÉOLUTION

En conséquence directe de la dissolution de l'Union soviétique et du Comecon, Cuba a, en 1989, perdu en quelques mois tous ses repères économiques et politiques. L'économie cubaine était entièrement axée sur celle de l'U.R.S.S. et de pays du Comecon depuis 1962, et l'île exportait plus de 90 % de sa production vers ces pays. Cette situation résultait de l'embargo économique, financier et commercial

Ont participé aux travaux de la commission :

1. Membres effectifs : MM. Vautmans, président; Bourgeois, Mme Bribosia-Picard, MM. Devolder, Hostekint, Mmes Mayence-Goossens, Sémer, M. Staes, Mmes Willame-Boonen et Thijs, rapporteuse.
2. Membre suppléant : M. Hatry.
3. Autres sénateurs : M. Anciaux et Mme Nelis-Van Liedekerke.

Voir :

Documents du Sénat :

1-379 - 1995/1996 :

- N° 1 : Proposition de résolution de M. Hostekint et Mme Sémer.
N°s 2 et 3 : Amendements.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1996-1997

8 JULI 1997

Voorstel van resolutie betreffende het embargo tegen Cuba en de wet Helms-Burton

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE BUITENLANDSE AANGELEGENHEDEN
UITGEBRACHT
DOOR DE MEVROUW **THIJS**

I. INLEIDENDE UITEENZETTING DOOR DE INDIENER VAN DE RESOLUTIE

In 1989 is Cuba in enkele maanden tijd al zijn economische en politieke steunpunten kwijtgeraakt. Directe oorzaak was het uiteenvallen van de Sovjet-Unie en de ontbinding van de Comecon. De Cubaanse economie was sinds 1962 volledig afgestemd op die van de Sovjet-Unie en de Comecon: meer dan 90 % van de Cubaanse export ging naar deze landen. Dit ten gevolge van de economische,

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen :

1. Vaste leden : de heren Vautmans, voorzitter; Bourgeois, mevrouw Bribosia-Picard, de heren Devolder, Hostekint, de dames Mayence-Goossens, Sémer, de heer Staes, de dames Willame-Boonen en Thijs, rapporteur.
2. Plaatsvervanger : de heer Hatry.
3. Andere senatoren : de heer Anciaux en mevrouw Nelis-Van Liedekerke.

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

1-379 - 1995/1996 :

- Nr. 1 : Voorstel van resolutie van de heer Hostekint en mevrouw Sémer.
Nrs. 2 en 3 : Amendementen.

imposé par les États-Unis à la suite du coup d'État de Fidel Castro à La Havane. L'effondrement du communisme a dès lors eu des conséquences dramatiques pour l'économie cubaine: l'île est désormais presque complètement isolée. Force a été de rationner la nourriture, les médicaments et autres produits médicaux. Ce qui compromet le système des soins de santé, qui était naguère un modèle du genre. La situation alimentaire et sanitaire de l'île s'est encore dégradée par la loi Torricelli (*Cuban Democracy Act*) du 23 octobre 1992, qui avait été adoptée par le Congrès des États-Unis et l'ancien président Georges Bush. Cette loi interdit toute forme de commerce avec Cuba, excepté les livraisons autorisées dans le cadre de l'aide humanitaire et alimentaire. Elle s'applique également aux entreprises établies dans des pays tiers qui, soit appartiennent à des citoyens américains, soit sont contrôlées par eux; de même, les navires marchands qui font escale à Cuba n'ont pas accès aux ports américains. Cette loi a ainsi des conséquences inadmissibles au-delà des frontières des États-Unis. La loi Helms-Burton (*Cuban Liberty and Democratic Solidarity Act*) du 12 mars 1996, qui a été adoptée par le Congrès américain et signée par le président Clinton, renforce encore la loi Torricelli. Cette loi comporte également de nouveaux éléments inadmissibles d'extraterritorialité. C'est ainsi qu'elle interdit l'accès du territoire américain aux hommes d'affaires étrangers, aux membres de leur famille et aux actionnaires qui tirent avantage des propriétés confisquées à Cuba. La loi dispose en outre que les tribunaux américains sont compétents pour statuer sur les demandes d'indemnisation que des citoyens américaines forment contre des étrangers (personnes physiques ou morales) qui tirent un avantage des biens confisqués. En vertu d'une autre disposition de la loi, le président a le pouvoir de suspendre l'application du titre III au cas où une telle décision servirait les intérêts nationaux des États-Unis. Il importe également de souligner que d'autres lois américaines rejettent explicitement les embargos économiques, alors que les lois Helms-Burton et Torricelli instaurent leur propre embargo.

De plus, ces deux lois sont explicitement contraires au droit international, aux accords du G.A.T.T. et aux accords internationaux conclus dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce. Elles ont de surcroît déjà été contestées ouvertement par la communauté internationale, par l'U.E., par divers pays latino-américains et par le Canada. La résolution plaide pour la levée complète de l'embargo des États-Unis, ainsi que pour l'intensification du dialogue entre la Belgique et Cuba afin d'améliorer les relations bilatérales entre ces deux pays. Elle demande également au Gouvernement belge d'accroître l'aide humanitaire à la population

financiële en commerciële boycot door de VS ten gevolge van de machtsgreep van Fidel Castro in Havana. De ineenstorting van het communisme heeft dan ook dramatische gevolgen voor de Cubaanse economie: het eiland is nu bijna volledig geïsoleerd geraakt. Voedsel, geneesmiddelen en andere producten van medische aard worden noodgedwongen gerantsoeneerd. De vroeger zo goed uitgebouwde gezondheidszorg komt daardoor in gevaar. De voedsel- en gezondheidssituatie op het eiland verslechterde verder als gevolg van de door het Congres van de VS aangenomen en de door ex-president Bush ondertekende wet-Torricelli (*Cuban Democracy Act*) van 23 oktober 1992. Die wet verbiedt elke vorm van handel met Cuba, met uitzondering van toegestane leveranties in het kader van humanitaire hulp en voedselhulp. Dit geldt ook voor in derde landen gevestigde bedrijven, die eigendom zijn van of gecontroleerd worden door Amerikanen; tevens krijgen koopvaardij schepen die Cuba aandoen geen toegang tot de Amerikaanse havens. Op deze wijze heeft deze wet onaanvaardbare gevolgen die de grenzen van de VS overstijgen. De door het Congres van de VS aangenomen en door president Clinton ondertekende wet Helms-Burton (*Cuban Liberty and Democratic Solidarity Act*) van 12 maart 1996 versterkt nog de wet-Torricelli. In deze wet zitten ook nieuwe en niet-aanvaardbare elementen van extra-territorialiteit. Zo wordt met name de toegang tot het Amerikaanse grondgebied ontzegd aan buitenlandse zakenlui, hun familieleden en aandeelhouders die voordeel halen uit geconfiscieerde eigendommen op Cuba. Tevens bepaalt de wet dat de VS-rechtbanken bevoegd zijn om zich uit te spreken over schade-eisen, gesteld door VS-onderdanen tegen buitenlanders (fysieke en rechtspersonen) die voordeel halen uit de geconfiscieerde eigendommen. Luidens een andere bepaling van die wet beschikt de president over de bevoegdheid om de toepassing van titel III op te schorten, indien een dergelijke beslissing de nationale belangen van de VS dient. Tevens is het van belang te onderlijnen dat andere VS-wetten buitenlandse economische boycots uitdrukkelijk verwerpen, terwijl bij de wetten Helms-Burton en Torricelli eigen boycots worden geïntroduceerd.

Beide wetten zijn bovendien uitdrukkelijk in strijd met het internationaal recht en in strijd met de GATT-overeenkomsten en de internationale akkoorden, gesloten in het kader van de Wereldhandelsorganisatie. Zij werden bovendien reeds openlijk betwist door de internationale gemeenschap, door de Europese Unie, door verscheidene Latijns-Amerikaanse landen en Canada. De resolutie strekt ertoe de volledige opheffing van het Amerikaanse embargo te bepleiten, evenals het intensifiëren van de dialoog tussen België en Cuba om te komen tot verbeterde bilaterale betrekkingen. Tevens wordt de Belgische regering verzocht de humanitaire steun aan

cubaine et de poursuivre ses efforts, dans le cadre de l'Union européenne, pour parvenir à un accord de collaboration entre l'Union et Cuba.

La résolution met principalement l'accent sur les conséquences humanitaires de la loi américaine Helms-Burton. Elle souligne par ailleurs que le Sénat partage bel et bien l'inquiétude du gouvernement et du Congrès américains quant à la démocratie, aux droits de l'homme et à l'absence de réformes économiques à Cuba.

L'auteur est disposé à adapter sa résolution sur la base des observations qui seront faites au cours de la discussion, à la condition que l'esprit de la résolution soit maintenu.

II. DISCUSSION GÉNÉRALE

Une membre se demande si l'embargo américain a des répercussions défavorables sur les entreprises belges. Elle se demande également si on est bien placé en Belgique pour apprécier en connaissance de cause et la situation à Cuba et les motivations des Américains. Elle suppose que le secrétaire général de l'O.T.A.N., M. Solana — qui est espagnol — est bien placé pour jouer le rôle de médiateur entre les États-Unis et Cuba. Elle souligne enfin qu'il y a dans le sud-est des États-Unis — et plus particulièrement à Miami — une communauté cubaine très influente qui exerce une pression énorme sur Washington.

Un autre membre n'est pas d'accord sur l'attitude prudente de l'intervenante précédente. Lors d'un voyage privé qu'il a effectué récemment à Cuba, il a pu constater que l'embargo avait des effets désastreux pour la population locale ordinaire. C'est pourquoi il approuve totalement la résolution de M. Hostekint et de Mme Sémer.

Une autre commissaire souscrit à l'exposé de M. Hostekint: elle aussi a recueilli des témoignages qui lui ont permis de constater que, même si Cuba dispose encore d'un système de soins de santé développé, le pays connaît une pénurie de médicaments élémentaires et d'aliments de base, comme le lait pour nourrissons.

Un troisième membre déclare qu'il approuve totalement la résolution Hostekint, et ce pour deux raisons: d'une part, toute forme d'embargo commercial est condamnable et, d'autre part, le contenu de la résolution correspond en tous points à l'attitude que l'Union européenne a adoptée en la matière.

Un des auteurs de la proposition de résolution réplique aux observations de la première intervenante que l'on peut toujours mettre en doute l'utilité des résolutions relatives à des questions internationales qui sont adoptées par une Chambre législative

de Cubaanse bevolking uit te breiden en in het kader van de Europese Unie verder te ijveren voor een samenwerkingsakkoord tussen de Europese Unie en Cuba.

De resolutie legt voornamelijk de klemtoon op de humanitaire gevolgen van de Amerikaanse wet Helms-Burton. Tevens wordt benadrukt dat de Senaat wel degelijk de bezorgdheid deelt van de Amerikaanse regering en het Amerikaanse congres om de democratie, de mensenrechten en het ontbreken van economische hervormingen op Cuba.

De indiener is bereid zijn resolutie aan te passen op basis van de opmerkingen die tijdens de discussie aan bod zouden komen, mits de geest van de resolutie gehandhaafd blijft.

II. ALGEMENE BESPREKING

Een lid vraagt zich af of de repercussies voor de Belgische bedrijven van de Amerikaanse boycot problematisch van aard zijn. Tevens vraagt zij zich af of men vanuit België goed geplaatst is om de Cubaanse situatie en de beweegredenen van de Amerikanen met voldoende kennis van zaken te kunnen beoordelen. Zij veronderstelt dat bijvoorbeeld de secretaris-generaal van de NAVO, de heer Solana — die een Spanjaard is — goed geplaatst is om te bemiddelen tussen de VS en Cuba. Tenslotte wijst zij er op dat in het Zuidoosten van de VS — inzonderheid in Miami — een zeer invloedrijke Cubaanse gemeenschap aanwezig is die zeer veel druk uitoefent op Washington.

Een ander lid gaat niet akkoord met de voorzichtige houding van vorige spreker. Hij heeft tijdens een recent privébezoek aan Cuba kunnen vaststellen dat de Amerikaanse boycot desastreuze gevolgen heeft voor de gewone bevolking van Cuba. Hij steunt dan ook ten volle de resolutie van de heer Hostekint en mevrouw Sémer.

Een volgend lid onderschrijft de uiteenzetting van de heer Hostekint: zij heeft ook via persoonlijke getuigenissen kunnen vaststellen dat — hoewel er nog steeds een uitgebouwd gezondheidszorgsysteem bestaat in Cuba — er een nijpend gebrek is aan elementaire geneesmiddelen en het noodzakelijke basisvoedsel, bijvoorbeeld melk voor zuigelingen.

Een derde lid verklaart zich volledig akkoord met de resolutie van de heer Hostekint en wel om de twee volgende redenen: elke vorm van handels embargo is verwerpelijk en de inhoud van de resolutie is volledig conform met de houding van de Europese Unie terzake.

Eén van de indieners van de resolutie geeft de volgende repliek op de opmerkingen van het eerste lid: het nut van het aannemen van een resolutie door een Belgische Kamer in internationale aangelegenheden kan altijd in vraag worden gesteld. Hij onder-

belge. Il souligne qu'une résolution de ce type peut avoir une fonction de signal à l'intention des États-Unis et de l'Union européenne, et plus particulièrement en ce qui concerne les deux lois relatives à l'embargo contre Cuba.

L'action des États-Unis est motivée principalement par la forte pression qui est exercée par la riche communauté cubaine de Miami. Cette attitude témoigne toutefois d'une politique de force inadmissible qu'une grande puissance mène vis-à-vis d'un petit pays isolé. Il conclut en disant ne pas voir d'inconvénient à ce que l'on amende sa proposition de résolution, pourvu qu'on en préserve l'esprit.

III. DISCUSSION DES AMENDEMENTS

Amendement n° 1 de M. Hostekint et de Mme Sémer, auteurs de la proposition de résolution

Les auteurs de la proposition de résolution proposent d'en compléter les textes par les dispositions suivantes :

«A. Dans les considérants :

«— Prenant acte du fait que l'Union européenne a suspendu, en avril 1997, sa plainte auprès de l'Organisation mondiale du commerce, après que les États-Unis eurent promis de limiter l'application de la loi Helms-Burton; »

«— Prenant acte du fait que la Chambre des représentants des États-Unis a fait de nouvelles tentatives, à la mi-juin 1997, pour durcir la politique des visas à l'égard des hommes d'affaires étrangers, des membres de leur famille et des actionnaires d'entreprises qui investissent à Cuba; »

«B. Dans le dispositif, entre le troisième et le quatrième alinéa :

«Appelle le Congrès et le gouvernement des États-Unis à conclure un accord définitif avec l'Union européenne au sujet des investissements à Cuba; »

Ces amendements visent à adapter autant que possible le texte à la situation actuelle.

Le texte initial de la résolution a en effet été publié le 9 juillet 1996.

L'amendement n° 1 est adopté à l'unanimité des 8 membres présents.

streept de signaalfunctie van een dergelijke resolutie naar de VS toe en naar de Europese Unie, dit inzonderheid voor wat de twee handelsembargowetten betreft.

De grote beweegreden van de VS is het tegemoetkomen aan de grote druk van de rijke Cubaanse gemeenschap in Miami. Dit is echter een voorbeeld van verwerpelijke machtspolitiek van een grote mogendheid ten opzichte van een klein, geïsoleerd landje. Hij wijst er tenslotte nogmaals op dat het voorstel van resolutie voor amendering vatbaar is, mits de geest van de resolutie gehandhaafd blijft.

III. BESPREKING VAN DE AMENDEMENTEN

Amendement nr. 1 van de heer Hostekint en mevrouw Sémer, indieners van de resolutie

De indieners van de resolutie stellen voor de volgende bepalingen toe te voegen :

«A. Aan de consideransen :

«— Akte nemend van het feit dat de Europese Unie in april 1997 haar klacht bij de Wereldhandelsorganisatie heeft opgeschort, na toezeggingen van de Verenigde Staten om de toepassing van de wet Helms-Burton te beperken; »

«— Akte nemend van het feit dat het Amerikaans Huis van Afgevaardigden medio juni 1997 nieuwe pogingen onderneemt om het visa-beleid ten opzichte van buitenlandse zakenlui, hun familieleden en aandeelhouders van bedrijven die in Cuba investeren, te verstrengen; »

«B. In het beschikkend gedeelte, tussen het derde en het vierde lid :

«Doet een beroep op het Congres en de regering van de Verenigde Staten om tot een definitief akkoord te komen met de Europese Unie met betrekking tot investeringen in Cuba. »

Deze amendementen worden voorgelegd om de tekst van de resolutie zo actueel mogelijk te maken.

De tekst van de initiële resolutie dateert immers van 9 juli 1996.

Het amendement nr. 1 wordt éénparig aangenomen door de 8 aanwezige leden.

**Amendement n° 2 de M. Hatry
et de Mme Willame-Boonen**

M. Hatry et Mme Willame-Boonen déposent un amendement tendant à supprimer le huitième alinéa du dispositif. Ledit alinéa est libellé comme suit:

« Exprime le souhait d'une intensification du dialogue entre la Belgique et Cuba et désire que le Gouvernement belge continue d'œuvrer en faveur d'un accord de coopération entre l'Union européenne et Cuba. »

Les auteurs de l'amendement n° 2 sont d'avis que cet alinéa n'est pas pertinent pour l'objet de la résolution, lequel est de condamner la loi américaine Helms-Burton relative à l'embargo contre Cuba.

Ils estiment que le Gouvernement belge n'a pas à encourager la signature d'un accord de coopération entre l'Union européenne et le régime actuel de Cuba, qui n'est pas démocratique.

Un des auteurs de la résolution souligne que la Belgique a déjà conclu des accords de coopération avec des régimes qui ne sont guère démocratiques — le Viêt-nam, par exemple. Il est disposé à retirer l'alinéa en question, comme on propose de le faire dans l'amendement n° 2, mais il signale qu'il adoptera à l'avenir la même attitude orthodoxe lorsqu'il s'agira d'adopter des résolutions relatives à d'autres pays, qui ne sont pas dirigés par des gouvernements démocratiques.

Un sénateur s'oppose de manière explicite à ce que l'on adopte l'amendement n° 2 et se prononce en faveur du maintien de l'alinéa en question. Il juge important que l'on souligne également la responsabilité de la Belgique même et non pas uniquement celle des entreprises belges: pour favoriser la démocratie à Cuba, il importe d'entretenir des contacts internationaux avec ce pays, sans toutefois négliger le respect des droits de l'homme.

Plusieurs membres répliquent en soulignant que le dernier alinéa de la page 5 du dispositif de la résolution insiste sur la responsabilité de la Belgique, notamment sur le plan humanitaire: « Prie le Gouvernement belge d'étendre l'aide humanitaire à la population de Cuba et de mettre en œuvre, à cet effet, des programmes axés sur les besoins élémentaires de la population. » Tous les membres souscrivent au contenu de cet alinéa qui, en mettant en évidence l'aspect humanitaire, correspond parfaitement à l'esprit de la proposition de résolution.

L'amendement n° 2 est adopté à l'unanimité des 8 membres présents.

**Amendement nr. 2 van de heer Hatry en
mevrouw Willame-Boonen**

De heer Hatry en mevrouw Willame-Boonen dienen een amendement in tot schrapping van het achtste lid van het beschikkend gedeelte dat luidt als volgt:

« Spreekt de wens uit dat de dialoog tussen België en Cuba wordt geïntensifieerd en wenst dat de Belgische regering verder ijvert voor een samenwerkingsakkoord tussen de Europese Unie en Cuba. »

De indieners van amendement nr. 2 vinden deze paragraaf niet relevant voor het eigenlijke onderwerp van de resolutie, met name het veroordelen van de Amerikaanse embargo-wet Helms-Burton.

Volgens de indieners van dit amendement gaat het niet op dat de Belgische regering zou ijveren voor het afsluiten van een samenwerkingsakkoord tussen de Europese Unie en het huidige — niet-democratische — regime in Cuba.

Eén van de indieners van de resolutie wijst er evenwel op dat België nog met andere — niet-democratische regimes — samenwerkingsakkoorden heeft afgesloten, bijv. Viëtnam. Hij is bereid de betwiste paragraaf te schrappen, zoals voorgesteld wordt in amendement nr. 2, maar wijst er op dat hij in de toekomst een gelijkaardige orthodoxe houding zal aannemen ten opzichte van andere niet-democratisch bestuurde landen bij het goedkeuren van resoluties.

Een senator verzet zich uitdrukkelijk tegen het amendement nr. 2: hij is voorstander van het behoud van de betwiste paragraaf. Hij vindt het belangrijk dat er ook gewezen wordt op de verantwoordelijkheid van België zelf en niet enkel van het Belgische bedrijfsleven: het is voor de democratisering van Cuba belangrijk dat er internationale contacten met het land worden onderhouden, zonder evenwel de mensenrechten-bekommernis te veronachtzamen.

Er wordt door verscheidene leden — bij wijze van repliek — op gewezen dat de laatste paragraaf van blz. 5 van het beschikkend gedeelte van de resolutie ook de nadruk legt op de Belgisch verantwoordelijkheid, inzonderheid op het humanitaire vlak: « Verzoekt de Belgische regering de humanitaire steun aan de bevolking van Cuba uit te breiden en daartoe programma's op te zetten die gericht zijn op de elementaire behoeften van de bevolking. » Deze paragraaf wordt door alle leden gesteund en ligt volledig in de lijn van de geest van de resolutie, met name door het humanitaire aspect te benadrukken.

Het amendement nr. 2 wordt éénparig aangenomen door de 8 aanwezige leden.

V. VOTE FINAL

La proposition de résolution ainsi amendée a été adoptée à l'unanimité des 8 membres présents.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des 8 membres présents.

La rapporteuse,
Erika THIJS.

Le président,
Valère VAUTMANS.

V. EINDSTEMMING

De geamendeerde resolutie wordt éénparig aangenomen door de 8 aanwezige leden.

Dit verslag is eenparig goedgekeurd door de 8 aanwezige leden.

De rapporteur,
Erika THIJS.

De voorzitter,
Valère VAUTMANS.

|

|

Proposition de résolution

Le Sénat,

— Considérant que les États-Unis appliquent, depuis 1962, un embargo économique, financier et commercial total à l'égard de la république de Cuba;

— Considérant qu'à la suite de la désagrégation de l'Union soviétique, l'économie de Cuba s'est tout à fait effondrée;

— Prenant acte que la «Cuban Democracy Act» (Loi Torricelli) adoptée par le Congrès américain et signée par le président Bush le 23 octobre 1992, qui étend l'embargo contre Cuba, se fonde sur le principe inadmissible de l'extraterritorialité et est donc contraire au libre exercice de la souveraineté des États;

— Prenant acte de la «Cuban Democracy Act» (Loi Helms-Burton) adoptée par le Congrès américain et signée par le président Clinton le 12 mars 1996, qui durcit l'embargo contre Cuba et étend encore le principe contestable en droit international de l'extraterritorialité;

— Considérant que la «Cuban Democracy Act», qui est contraire au droit international et a été rejetée par la Communauté internationale, a des conséquences graves pour les entreprises belges et européennes;

— Considérant que le blocus économique, commercial et financier pratiqué par les États-Unis a des conséquences très néfastes pour la population cubaine et la prive de vivres, de médicaments et de biens de première nécessité;

— Prenant acte de la résolution 5010 adoptée le 2 novembre 1995 par l'Assemblée générale des Nations Unies en faveur de la levée du blocus économique, commercial et financier de Cuba, qui a aussi été votée par la Belgique;

— Prenant acte du fait que, le 26 septembre 1995, l'Union européenne a, par la voix du ministre espagnol des Affaires étrangères Javier Solana, condamné le blocus contre Cuba et que ce point de vue a également été approuvé par la Belgique;

— Prenant acte de la résolution du Parlement européen du 24 mai 1996 relative au commerce avec Cuba, l'Iran et la Libye;

— Prenant acte du fait que la Commission européenne a porté plainte, à la mi-juin 1996, contre les États-Unis auprès de l'Organisation mondiale du commerce pour violation de la Convention sur le commerce mondial du G.A.T.T. de 1994;

Texte adopté par la commission des Affaires étrangères

Le Sénat,

— Considérant que les États-Unis appliquent, depuis 1962, un embargo économique, financier et commercial total à l'égard de la république de Cuba;

— Considérant qu'à la suite de la désagrégation de l'Union soviétique, l'économie de Cuba s'est tout à fait effondrée;

— Prenant acte que la «Cuban Democracy Act» (Loi Torricelli) adoptée par le Congrès américain et signée par le président Bush le 23 octobre 1992, qui étend l'embargo contre Cuba, se fonde sur le principe inadmissible de l'extraterritorialité et est donc contraire au libre exercice de la souveraineté des États;

— Prenant acte de la «Cuban Democracy Act» (Loi Helms-Burton) adoptée par le Congrès américain et signée par le président Clinton le 12 mars 1996, qui durcit l'embargo contre Cuba et étend encore le principe contestable en droit international de l'extraterritorialité;

— Considérant que la «Cuban Democracy Act», qui est contraire au droit international et a été rejetée par la Communauté internationale, a des conséquences graves pour les entreprises belges et européennes;

— Considérant que le blocus économique, commercial et financier pratiqué par les États-Unis a des conséquences très néfastes pour la population cubaine et la prive de vivres, de médicaments et de biens de première nécessité;

— Prenant acte de la résolution 5010 adoptée le 2 novembre 1995 par l'Assemblée générale des Nations Unies en faveur de la levée du blocus économique, commercial et financier de Cuba, qui a aussi été votée par la Belgique;

— Prenant acte du fait que, le 26 septembre 1995, l'Union européenne a, par la voix du ministre espagnol des Affaires étrangères Javier Solana, condamné le blocus contre Cuba et que ce point de vue a également été approuvé par la Belgique;

— Prenant acte de la résolution du Parlement européen du 24 mai 1996 relative au commerce avec Cuba, l'Iran et la Libye;

— Prenant acte du fait que la Commission européenne a porté plainte, à la mi-juin 1996, contre les États-Unis auprès de l'Organisation mondiale du commerce pour violation de la Convention sur le commerce mondial du G.A.T.T. de 1994;

Voorstel van resolutie

De Senaat,

— Overwegende dat de Verenigde Staten sedert 1962 ten opzichte van de Republiek Cuba een volledig economisch, financieel en handelsembargo toepassen;

— Overwegende dat de economie van Cuba als gevolg van het uiteenvallen van de Sovjetunie volledig is ingestort;

— Akte nemend van de door het Congres van de Verenigde Staten aangenomen «Cuban Democracy Act» (wet-Torricelli), ondertekend door president Bush op 23 oktober 1992, die het embargo tegen Cuba uitbreidt en is gebaseerd op het ontoelaatbare beginsel van de extraterritorialiteit, en dus in strijd is met de vrije uitoefening van de soevereiniteit van de Staten;

— Akte nemend van de door het Congres van de VS aangenomen «Cuban Democracy Act» (wet-Helms-Burton), ondertekend door president Clinton op 12 maart 1996, die het embargo tegen Cuba nog verstrakt en het internationaalrechtelijk betwistbare beginsel van de extraterritorialiteit nog uitbreidt;

— Overwegende dat de «Cuban Democracy Act», die strijdig is met het internationaal recht en door de internationale gemeenschap werd verworpen, ernstige gevolgen heeft voor Belgische en Europese bedrijven;

— Overwegende dat de economische, handels- en financiële blokkade door de Verenigde Staten zeer nadelige gevolgen heeft voor de Cubaanse bevolking en haar de voedingsmiddelen, medicijnen en eerste levensbehoeften ontzegt;

— Akte nemend van de resolutie 5010 die door de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties op 2 november 1995 werd aangenomen voor de opheffing van de economische, commerciële en financiële blokkade van Cuba en die ook door België werd gestemd;

— Akte nemend van het feit dat de Europese Unie op 26 september 1995, bij monde van de Spaanse minister van Buitenlandse Zaken Javier Solana, de blokkade tegen Cuba veroordeeld heeft en dit standpunt mee werd goedgekeurd door België;

— Akte nemend van de resolutie van het Europees Parlement m.b.t. de handel met Cuba, Iran en Libië van 24 mei 1996.

— Akte nemend van het feit dat de Europese Commissie medio juni 1996 klacht heeft neergelegd tegen de VS bij de Wereldhandelsorganisatie, wegens schending van de wereldhandelsovereenkomst GATT van 1994;

Tekst aangenomen door de commissie voor de Buitenlandse Aangelegenheden

De Senaat,

— Overwegende dat de Verenigde Staten sedert 1962 ten opzichte van de Republiek Cuba een volledig economisch, financieel en handelsembargo toepassen;

— Overwegende dat de economie van Cuba als gevolg van het uiteenvallen van de Sovjetunie volledig is ingestort;

— Akte nemend van de door het Congres van de Verenigde Staten aangenomen «Cuban Democracy Act» (wet-Torricelli), ondertekend door president Bush op 23 oktober 1992, die het embargo tegen Cuba uitbreidt en is gebaseerd op het ontoelaatbare beginsel van de extraterritorialiteit, en dus in strijd is met de vrije uitoefening van de soevereiniteit van de Staten;

— Akte nemend van de door het Congres van de VS aangenomen «Cuban Democracy Act» (wet-Helms-Burton), ondertekend door president Clinton op 12 maart 1996, die het embargo tegen Cuba nog verstrakt en het internationaalrechtelijk betwistbare beginsel van de extraterritorialiteit nog uitbreidt;

— Overwegende dat de «Cuban Democracy Act», die strijdig is met het internationaal recht en door de internationale gemeenschap werd verworpen, ernstige gevolgen heeft voor Belgische en Europese bedrijven;

— Overwegende dat de economische, handels- en financiële blokkade door de Verenigde Staten zeer nadelige gevolgen heeft voor de Cubaanse bevolking en haar de voedingsmiddelen, medicijnen en eerste levensbehoeften ontzegt;

— Akte nemend van de resolutie 5010 die door de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties op 2 november 1995 werd aangenomen voor de opheffing van de economische, commerciële en financiële blokkade van Cuba en die ook door België werd gestemd;

— Akte nemend van het feit dat de Europese Unie op 26 september 1995, bij monde van de Spaanse minister van Buitenlandse Zaken Javier Solana, de blokkade tegen Cuba veroordeeld heeft en dit standpunt mee werd goedgekeurd door België;

— Akte nemend van de resolutie van het Europees Parlement m.b.t. de handel met Cuba, Iran en Libië van 24 mei 1996.

— Akte nemend van het feit dat de Europese Commissie medio juni 1996 klacht heeft neergelegd tegen de VS bij de Wereldhandelsorganisatie, wegens schending van de wereldhandelsovereenkomst GATT van 1994;

Proposition de résolution

Le Sénat,

Exprime son soutien à la Commission européenne et au Conseil dans leur rejet des éléments extraterritoriaux que comporte la législation commerciale actuelle des États-Unis;

Condamne la loi Helms-Burton et toutes les dispositions prises unilatéralement par les États-Unis contre le libre-échange mondial, dont les effets extraterritoriaux portent préjudice aux intérêts économiques et commerciaux de l'Union européenne, de ses États membres et, dès lors, de la Belgique;

Appelle le Congrès et le Gouvernement des États-Unis à tout mettre en œuvre pour respecter le système commercial multilatéral dans le cadre de l'O.C.M. et pour poursuivre son développement;

Demande au Gouvernement belge d'insister auprès du Gouvernement et du Congrès des États-Unis pour qu'ils mettent un terme à l'embargo économique, commercial et financier contre Cuba;

Prie le Gouvernement belge de ne pas se conformer au contenu de la loi Helms-Burton;

Demande au Gouvernement belge de prendre les initiatives requises à cet égard, de sorte que les entreprises belges et/ou les entreprises ayant un siège en Belgique puissent développer normalement leurs échanges commerciaux avec Cuba;

Demande au Gouvernement belge de prendre les initiatives qui s'imposent pour éviter que des entreprises établies sur le territoire de l'Union européenne se soumettent aux mesures extraterritoriales de la loi Helms-Burton.

Exprime le souhait d'une intensification du dialogue entre la Belgique et Cuba et désire que le Gouvernement belge continue d'œuvrer en faveur d'un accord de coopération entre l'Union européenne et Cuba;

Texte adopté par la commission des Affaires étrangères

— Prenant acte du fait que l'Union européenne a suspendu, en avril 1997, sa plainte auprès de l'Organisation mondiale du commerce, après que les États-Unis eurent promis de limiter l'application de la loi Helms-Burton;

— Prenant acte du fait que la Chambre des représentants des États-Unis a fait de nouvelles tentatives, à la mi-juin 1997, pour durcir la politique des visas à l'égard des hommes d'affaires étrangers, des membres de leur famille et des actionnaires d'entreprises qui investissent à Cuba.

Le Sénat,

Exprime son soutien à la Commission européenne et au Conseil dans leur rejet des éléments extraterritoriaux que comporte la législation commerciale actuelle des États-Unis;

Condamne la loi Helms-Burton et toutes les dispositions prises unilatéralement par les États-Unis contre le libre-échange mondial, dont les effets extraterritoriaux portent préjudice aux intérêts économiques et commerciaux de l'Union européenne, de ses États membres et, dès lors, de la Belgique;

Appelle le Congrès et le Gouvernement des États-Unis à tout mettre en œuvre pour respecter le système commercial multilatéral dans le cadre de l'O.C.M. et pour poursuivre son développement;

Appelle le Congrès et le gouvernement des États-Unis à conclure un accord définitif avec l'Union européenne au sujet des investissements à Cuba;

Demande au Gouvernement belge d'insister auprès du Gouvernement et du Congrès des États-Unis pour qu'ils mettent un terme à l'embargo économique, commercial et financier contre Cuba;

Prie le Gouvernement belge de ne pas se conformer au contenu de la loi Helms-Burton;

Demande au Gouvernement belge de prendre les initiatives requises à cet égard, de sorte que les entreprises belges et/ou les entreprises ayant un siège en Belgique puissent développer normalement leurs échanges commerciaux avec Cuba;

Demande au Gouvernement belge de prendre les initiatives qui s'imposent pour éviter que des entreprises établies sur le territoire de l'Union européenne se soumettent aux mesures extraterritoriales de la loi Helms-Burton.

(...)

Voorstel van resolutie

De Senaat,

Betuigt zijn steun aan de Europese Commissie en de Raad in hun afwijzing van de extra-territoriale elementen in de huidige handelswetgeving van de VS;

Veroordeelt de wet-Helms-Burton en alle door de VS eenzijdig getroffen bepalingen tegen de vrije wereldhandel, waarvan de extra-territoriale gevolgen schade berokkenen aan de economische en handelsbelangen van de Europese Unie, haar Lid-Staten en dus ook België;

Doet een beroep op het Congres en de regering van de VS om alles in het werk te stellen om het multilaterale handelsstelsel in het kader van de WHO te eerbiedigen en verder te ontwikkelen.

Verzoekt de Belgische regering er bij de regering en het Congres van de Verenigde Staten op aan te dringen een einde te maken aan het economisch, handels- en financieel embargo tegen Cuba;

Verzoekt de Belgische regering zich niet te voegen naar de inhoud van de wet-Helms-Burton;

Verzoekt de Belgische regering in dit verband de vereiste initiatieven te nemen, zodat de Belgische ondernemingen en/of ondernemingen met een zetel in België hun handel met Cuba normaal kunnen afwikkelen;

Verzoekt de Belgische regering de nodige initiatieven te nemen om te voorkomen dat in de Europese Unie gevestigde ondernemingen zich onderwerpen aan de extra-territoriale maatregelen van de wet Helms-Burton;

Spreekt de wens uit dat de dialoog tussen België en Cuba wordt geïntensifieerd en wenst dat de Belgische regering verder ijvert voor een samenwerkingsakkoord tussen de Europese Unie en Cuba;

Tekst aangenomen door de commissie voor de Buitenlandse Aangelegenheden

— Akte nemend van het feit dat de Europese Unie in april 1997 haar klacht bij de Wereldhandelsorganisatie heeft opgeschort, na toezeggingen van de Verenigde Staten om de toepassing van de wet-Helms-Burton te beperken;

— Akte nemend van het feit dat het Amerikaanse Huis van Afgevaardigden medio juni 1997 nieuwe pogingen onderneemt om het visa-beleid ten opzichte van buitenlandse zakenlui, hun familieleden en aandeelhouders van bedrijven die in Cuba investeren, te verstrengen.

De Senaat,

Betuigt zijn steun aan de Europese Commissie en de Raad in hun afwijzing van de extra-territoriale elementen in de huidige handelswetgeving van de VS;

Veroordeelt de wet-Helms-Burton en alle door de VS eenzijdig getroffen bepalingen tegen de vrije wereldhandel, waarvan de extra-territoriale gevolgen schade berokkenen aan de economische en handelsbelangen van de Europese Unie, haar Lid-Staten en dus ook België;

Doet een beroep op het Congres en de regering van de VS om alles in het werk te stellen om het multilaterale handelsstelsel in het kader van de WHO te eerbiedigen en verder te ontwikkelen.

Doet een beroep op het Congres en de regering van de Verenigde Staten om tot een definitief akkoord te komen met de Europese Unie met betrekking tot investeringen in Cuba;

Verzoekt de Belgische regering er bij de regering en het Congres van de Verenigde Staten op aan te dringen een einde te maken aan het economisch, handels- en financieel embargo tegen Cuba;

Verzoekt de Belgische regering zich niet te voegen naar de inhoud van de wet-Helms-Burton;

Verzoekt de Belgische regering in dit verband de vereiste initiatieven te nemen, zodat de Belgische ondernemingen en/of ondernemingen met een zetel in België hun handel met Cuba normaal kunnen afwikkelen;

Verzoekt de Belgische regering de nodige initiatieven te nemen om te voorkomen dat in de Europese Unie gevestigde ondernemingen zich onderwerpen aan de extra-territoriale maatregelen van de wet Helms-Burton;

(...)

Proposition de résolution

Prie le Gouvernement belge d'étendre l'aide humanitaire à la population de Cuba et de mettre en œuvre, à cet effet, des programmes axés sur les besoins élémentaires de la population;

Demande à son président de faire parvenir la présente résolution au Gouvernement belge, à l'Assemblée nationale cubaine, au secrétaire général des Nations Unies, au président et au Congrès des États-Unis, à la Commission européenne, au Parlement européen et au Parlement latino-américain.

Texte adopté par la commission des Affaires étrangères

Prie le Gouvernement belge d'étendre l'aide humanitaire à la population de Cuba et de mettre en œuvre, à cet effet, des programmes axés sur les besoins élémentaires de la population;

Demande à son président de faire parvenir la présente résolution au Gouvernement belge, à l'Assemblée nationale cubaine, au secrétaire général des Nations Unies, au président et au Congrès des États-Unis, à la Commission européenne, au Parlement européen et au Parlement latino-américain.

Voorstel van resolutie

Verzoekt de Belgische regering de humanitaire steun aan de bevolking van Cuba uit te breiden en daartoe programma's op te zetten die gericht zijn op de elementaire behoeften van de bevolking;

Verzoekt haar voorzitter deze resolutie te doen toekomen aan de Belgische regering, de Nationale Volksvergadering van Cuba, de secretaris-generaal van de Verenigde Naties, de president en het Congres van de Verenigde Staten, de Commissie van de Europese Unie, het Europees Parlement en het Latijns-Amerikaanse parlement.

Tekst aangenomen door de commissie voor de Buitenlandse Aangelegenheden

Verzoekt de Belgische regering de humanitaire steun aan de bevolking van Cuba uit te breiden en daartoe programma's op te zetten die gericht zijn op de elementaire behoeften van de bevolking;

Verzoekt haar voorzitter deze resolutie te doen toekomen aan de Belgische regering, de Nationale Volksvergadering van Cuba, de secretaris-generaal van de Verenigde Naties, de President en het Congres van de Verenigde Staten, de Commissie van de Europese Unie, het Europees Parlement en het Latijns-Amerikaanse parlement.